

**Assemblée générale**

Quarante-neuvième session

**Première Commission****4<sup>e</sup>** séanceMardi 18 octobre 1994, à 10 heures  
New York*Documents officiels*

---

*Président* : M. Valencia Rodríguez . . . . . (Équateur)*La séance est ouverte à 10 h 20.***Déclaration du Président**

**Le Président** (*interprétation de l'espagnol*) : Je voudrais souhaiter chaleureusement la bienvenue aux participants au Programme de bourses d'études des Nations Unies en matière de désarmement pour l'année 1994. Je crois comprendre que, dans le cadre de leur programme d'études à New York, ils assisteront à des séances de la Première Commission. J'espère qu'ils tireront profit des délibérations de la Commission.

**Points 53 à 66, 68 à 72 et 153 de l'ordre du jour**  
(suite)**Débat général sur toutes les questions relatives au désarmement et à la sécurité internationale**

**M. Moser** (Suisse) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter pour votre élection à la présidence. Votre grande expérience professionnelle et vos qualités éprouvées de médiateur sont une garantie de succès pour les importants travaux de cette commission.

Afin d'alléger le débat général, ma délégation fera distribuer un document qui décrit plus en détail les positions de mon gouvernement sur les principaux sujets discutés par cette commission. Mon intervention orale se limitera donc aux observations suivantes.

Bien que la coopération internationale en la matière ait fait des progrès importants ces dernières années, la prolifération des armes de destruction massive demeure un grave sujet de préoccupation. L'adhésion aux traités existants n'est pas universelle, et certaines parties contractantes n'ont pas hésité à interpréter à leur façon leurs engagements. Quant à mon pays qui a renoncé à toute arme de destruction massive, il est décidé à remplir scrupuleusement ses obligations, à ne contribuer en aucune manière à la prolifération d'armes de destruction massive et à prendre toutes les mesures que cela requiert.

L'année prochaine sera décisive pour le régime de non-prolifération nucléaire. La Suisse appuie sans réserve les objectifs de la non-prolifération, mais nous espérons en même temps que des mesures efficaces continueront à être prises dans la voie du désarmement nucléaire afin de progresser vers le but ultime du Traité. Le Traité sur la non-prolifération nucléaire est d'une telle importance pour la sécurité internationale qu'aucun effort ne doit être ménagé pour permettre par consensus son extension à long terme.

En ce qui concerne la Convention sur les armes biologiques, la Suisse avait, dès le début, regretté l'absence d'un mécanisme de vérification. Nous sommes par conséquent satisfaits que la Conférence des États parties, qui s'est tenue à Genève du 19 au 30 septembre, ait enfin pu donner un mandat à un groupe ad hoc pour combler cette lacune.

La Suisse a toujours plaidé pour des traités équilibrés, non discriminatoires et vérifiables. Un accord que nous considérons comme exemplaire à cet égard est la Convention sur les armes chimiques. J'ai le plaisir de vous annoncer que l'Assemblée fédérale suisse a approuvé, le 27 septembre 1994, sa ratification et les mesures législatives nécessaires à son application interne.

Pour mon pays, le renforcement des mesures de transparence dans le domaine des armes conventionnelles est très important. Il serait regrettable de perdre l'élan qui a mené à la création du Registre des Nations Unies sur le transfert d'armes. À la Conférence du désarmement à Genève, ma délégation s'est prononcée pour que ce Registre soit complété par des informations sur les stocks et les effectifs militaires. Nous espérons fortement que certaines réticences seront rapidement surmontées pour que l'on puisse se mettre au travail dans un esprit constructif.

La Convention de 1980 sur les armes inhumaines est un sujet qui tient particulièrement à coeur à mon pays. Sur pratiquement tous les continents, des régions entières sont condamnées parce que des mines y ont été répandues massivement et sans discernement. Le coût humain de ce fléau est terrifiant. Il faut réviser la Convention de 1980 pour la rendre à la fois plus efficace et plus attractive. Le Conseil fédéral suisse a décidé le 11 mai dernier d'appliquer un moratoire sur la vente de mines terrestres aux États qui n'ont pas ratifié le Protocole II. La Suisse espère que d'autres États se joindront prochainement à ceux qui ont déjà adopté une telle mesure.

Mais mon pays est conscient que des moratoires seuls ne suffisent pas. La Suisse a donc proposé au Groupe d'experts qui a pour mandat de préparer la Conférence de révision, l'interdiction complète de la fabrication, de l'entreposage, de l'importation ou de l'exportation et, bien sûr, de l'utilisation des mines non détectables et des mines antipersonnel ne comportant pas un mécanisme ou un procédé d'autodestruction ou de neutralisation.

Nous sommes également conscients des dommages inacceptables causés par de nouveaux types d'armes et de munitions, et nous soutenons les efforts visant à en contrôler l'utilisation. Mon pays a en outre proposé d'élaborer un nouveau protocole relatif aux armes et munitions de petit calibre. Je dois avouer que les délibérations au sein du Groupe d'experts ne nous ont jusqu'à présent pas entièrement satisfaits. Nous espérons qu'à la prochaine réunion de ce Groupe, il sera possible d'obtenir des résultats plus substantiels.

Je termine ces quelques observations en constatant que les impulsions politiques de la Première Commission se répercutent de plus en plus favorablement sur les négociations concrètes à la Conférence du désarmement. C'est un motif de grande satisfaction, et nous souhaitons que cet esprit constructif puisse se maintenir dans l'intérêt des progrès à réaliser. Pour cette même raison, je dois toutefois exprimer encore une fois le regret de mon gouvernement que la Conférence du désarmement ne soit toujours pas parvenue à régler la question de son élargissement, et j'espère qu'elle pourra le faire très prochainement.

**Le Président** (*interprétation de l'espagnol*) : Je remercie le représentant de la Suisse pour le document qu'il va faire distribuer à la Première Commission. Je suis certain que celle-ci l'examinera avec beaucoup d'attention.

**M. Holum** (États-Unis d'Amérique) (*interprétation de l'anglais*) : Conformément aux réformes introduites récemment, ma déclaration sera considérablement plus brève que le texte écrit qui a été distribué.

Monsieur le Président, les États-Unis vous félicitent de votre élection. Vous pouvez compter sur notre coopération dans l'important travail qui nous attend.

Nous devons aussi féliciter l'ONU elle-même, qui a su écarter d'innombrables aspects futiles tant idéologiques que politiques, qui ont tant fait perdre de temps à l'époque de l'affrontement Est-Ouest et Nord-Sud. En se concentrant sur les grands problèmes internationaux, les Nations Unies sont en train de gagner la confiance du monde. Lorsque, l'an prochain, nous fêterons le cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, nous célébrerons en même temps une sagesse politique internationale arrivée à maturité.

Pour attester de cette évolution, l'Organisation devrait se prononcer rapidement et favorablement sur l'initiative américaine en matière de mines terrestres antipersonnel, comme l'a demandé le Président Clinton à l'Assemblée générale il y a trois semaines.

La tradition a été établie par ceux qui m'ont précédé dans mes fonctions de faire un tour d'horizon des mesures prises en matière de limitation des armements. Aujourd'hui, je vais rompre avec cette tradition pour me borner à l'examen d'un seul sujet ayant une importance incomparable : l'avenir du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Dans les mois à venir, la communauté mondiale devrait avoir pour priorité expresse de proroger indéfiniment et inconditionnellement le Traité de non-prolifération. La décision que nous devons prendre en avril est une décision historique comme il ne s'en présentera jamais plus à la plupart d'entre nous.

Depuis que le Traité est entré en vigueur en 1970, le fait de devenir un État doté d'armes nucléaires a cessé d'être un sujet de fierté nationale pour devenir une violation du droit international. Le droit a prévalu.

Dans les années 60, au moment de la négociation du Traité de non-prolifération, nombreux sont ceux qui prédisaient qu'il y aurait aujourd'hui de 20 à 30 États dotés d'armes nucléaires déclarés. Selon des estimations fiables, le nombre d'États qui en ont les ressources techniques et économiques nécessaires dépasse 40.

Mais il n'y a toujours aujourd'hui que cinq États dotés de l'arme nucléaire — les mêmes qu'au moment de l'entrée en vigueur du Traité de non-prolifération — et trois autres États dits du «seuil».

Le système du Traité sur la non-prolifération s'est élargi ces dernières années avec l'adhésion de la Chine, de la France, de l'Afrique du Sud, des États baltes et de pratiquement tous les États nouvellement indépendants, dont le Bélarus et le Kazakhstan; les intentions d'adhésion exprimées par l'Argentine et l'Algérie; et les décisions non nucléaires du Chili et du Brésil. Avec près de 170 États qui y sont parties, le Traité sur la non-prolifération est l'accord de limitation des armements qui a reçu la plus large adhésion dans l'histoire.

De par sa portée mondiale, le Traité sur la non-prolifération offre un cadre politique et des normes juridiques fondamentales qui s'appliquent à toutes les questions qui suscitent la plus grande inquiétude parmi la communauté internationale. Mais l'intérêt véritable du Traité sur la non-prolifération découle de la situation d'un groupe d'États qui est quasiment absent des discussions sur le Traité — tous les États pour qui les armes nucléaires ne sont pas un problème puisqu'ils ont honoré les engagements qu'ils ont pris à l'égard de la non-prolifération nucléaire. Les plus grands résultats du Traité sur la non-prolifération sont perceptibles : des prévisions pessimistes sans objet, des armes qui ne sont pas fabriquées et des matières nucléaires qui ne sont pas détournées.

Sans le Traité sur la non-prolifération, on peut supposer qu'avec le temps ces facteurs négatifs auraient com-

mencé à se concrétiser, et que des dizaines d'États seraient tentés de parier sur le nucléaire face à un avenir incertain.

Je voudrais maintenant examiner les principaux arguments qui sont avancés contre la prorogation indéfinie et inconditionnelle du Traité sur la non-prolifération.

D'aucuns disent que le Traité sur la non-prolifération est «discriminatoire» parce qu'il accepte l'existence de cinq États nucléaires et impose un gel sur les autres. Mais le Traité n'a pas créé un système de nantis et de démunis en matière d'armes nucléaires. Il n'a fait que refléter la réalité de l'époque et mis un frein à une tendance fatale, tout en engageant toutes les parties, y compris les États qui possèdent l'arme nucléaire à poursuivre le désarmement nucléaire.

L'importance des accords sur la limitation des armes, la non-prolifération et le désarmement ne vient pas du fait qu'ils sont égalitaires, mais qu'ils contribuent à la sécurité internationale.

Le fait est que si le monde devait insister aujourd'hui sur une égalité nucléaire proportionnelle, il s'ensuivrait certainement une égalisation vers le haut et non vers le bas, non pas un monde à l'abri des armes nucléaires mais un monde rempli d'États dotés d'armes nucléaires.

Selon un autre argument, une prorogation indéfinie du Traité légitimerait à jamais les armes nucléaires. En réalité, c'est le contraire qui est vrai.

Au cours des dernières années, depuis que le Traité sur la non-prolifération est en place, les États-Unis et l'ancienne Union soviétique ont éliminé plus de 2 500 missiles de portée intermédiaire, mis hors service toute une catégorie d'armes, décidé unilatéralement de retirer et de démanteler des milliers d'armes nucléaires tactiques, et convenu du Traité sur la réduction et la limitation des armes stratégiques offensives (START) et du Traité sur de nouvelles réductions et limitations des armes stratégiques offensives (START II) dans le but de retirer plus de 17 000 armes nucléaires des missiles et bombardiers.

L'appel du Traité sur la non-prolifération pour qu'il soit mis fin à la course aux armements a été entendu. Il faut maintenant s'engager vers une réduction des forces rapide, dans les meilleures conditions de sécurité et de sûreté.

Dans sa récente étude concernant la position adoptée dans le domaine nucléaire, le Département de la défense confirme que les armes nucléaires jouent plus que jamais un

petit rôle dans la stratégie des États-Unis en matière de sécurité. Depuis 1988, nous avons réduit de 59 % l'ensemble de nos stocks actifs, de 47 % le nombre de nos ogives stratégiques, et de 90 % — ce qui est remarquable — nos ogives nucléaires non stratégiques. Les États-Unis s'emploient actuellement à démanteler quelque 2 000 armes nucléaires par an, chiffre le plus élevé qu'il soit techniquement possible d'atteindre.

Lors de leur réunion du mois dernier à Washington, le Président Clinton et le Président Eltsine ont donné pour instructions à leurs experts d'intensifier le dialogue pour voir s'il ne serait pas possible, après la ratification de START II, de procéder à de nouvelles réductions des forces nucléaires. Ils ont convenu aussi, une fois que START II aura été ratifié, de décharger immédiatement toutes les ogives nucléaires en cause, sans attendre que les bombardiers et les missiles contrôlés soient démantelés.

Autrement dit, le monde peut voir ses deux superpuissances passer de la limitation des vecteurs et des systèmes d'armes à l'élimination systématique et irréversible des ogives nucléaires. Comme le Président Clinton l'a affirmé récemment dans son communiqué conjoint avec le Premier Ministre indien Rao, nous pouvons enfin envisager un monde exempt d'armes nucléaires.

Deux initiatives multilatérales supplémentaires sont nécessaires pour appliquer pleinement l'article VI : mener à bien les négociations en cours relatives à un traité d'interdiction complète des essais, et négocier un traité — «seuil» mondial sur les matières fissiles.

Pour les États-Unis, l'achèvement d'un traité d'interdiction complète des essais est un impératif, ce qui a été souligné à deux reprises cette année quand j'ai transmis les messages personnels du Président Clinton à la Conférence du désarmement à Genève. Dans son premier message, le Président Clinton a dit que de toutes les questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence «aucune n'est plus importante» que la négociation d'un traité d'interdiction complète des essais «dans les plus brefs délais». Dans son deuxième message, le Président Clinton a précisé que «dans les plus brefs délais» il entendait exactement cela. Nous ne ménageons rien pour faire en sorte que le premier demi-siècle d'explosions nucléaires soit aussi le dernier. Comme le montre le moratoire sur les essais dont nous avons décidé alors que les négociations se poursuivent, les États-Unis ont d'ores et déjà procédé à leur dernier essai d'armes nucléaires.

Un traité de réduction pourrait limiter la quantité de matières disponibles pour la production d'explosifs nucléaires. Cela pourrait imposer pour la première fois aux programmes nucléaires non couverts par les garanties de certains États qui ne sont pas parties au TNP une certaine contrainte internationale. Nous demandons instamment à tous les États représentés ici de réaffirmer leur consensus de l'année écoulée, et nous lançons un appel pour qu'ils adoptent un mandat de négociation simple à la Conférence du désarmement.

J'ai commencé à travailler sur les questions de limitation des armements à la fin des années 60, en tant qu'assistant du sénateur George McGovern. Aujourd'hui, j'ai pour mission de défendre la cause de la limitation des armements au sein du Gouvernement des États-Unis, et de négocier la question avec d'autres gouvernements. Certes, le TNP inspire ce travail par l'intermédiaire de l'Article VI. Mais plus encore, le TNP rend ces efforts possibles en donnant aux États-Unis et à d'autres pays une vision claire d'un monde plus sûr, dans lequel ces armes puissent être déposées en toute sécurité.

Il est un fait que si l'avenir du TNP est compromis, les perspectives d'une limitation future des armements diminueront, mais que par contre si l'avenir du TNP est assuré, la tendance marquée aux réductions pourra se poursuivre. Une prorogation indéterminée du TNP nous rapprochera du jour où les armes nucléaires seront bannies à jamais; toute moindre mesure pourrait faire que ce jour n'arrive jamais. De nouveaux progrès dans le domaine de la limitation des armements dépendent tout simplement d'un TNP permanent.

Eh bien, rétorquent certains, pourquoi ne pas s'en tenir au TNP actuel, ou le proroger simplement pour un certain temps, afin de forcer les États nucléaires à faire plus de progrès encore? Certains, par exemple, suggèrent qu'il faudrait rendre la prorogation du TNP tributaire de la conclusion d'un traité d'interdiction totale des essais, pour ensuite le rendre permanent. Mais ceux qui conçoivent le TNP en termes de marchandage ignorent un principe fondamental : il ne faut pas risquer au jeu quelque chose qu'on ne peut se permettre de perdre.

Pour des raisons d'ordre géographique, entre autres, les États qui sont le plus immédiatement exposés au risque de prolifération nucléaire sont les voisins immédiats et régionaux des «proliférateurs», et non pas les États-Unis. Nous appuyons le TNP dans notre intérêt, bien sûr, mais aussi et surtout dans l'intérêt des États qui sont situés dans des zones de tension.

Le TNP donne à tous les États membres la sécurité de savoir que leurs voisins et rivaux régionaux ne seront pas effectivement en mesure de poursuivre des ambitions nucléaires, non seulement parce qu'ils ont accepté de ne pas le faire, mais aussi parce qu'il existerait un vaste système de vérification pour s'assurer qu'ils ne l'ont pas fait.

Pour tous ceux dont les votes décideront de son destin, le TNP est une source non pas de marché d'influence, mais de sécurité. Il a la même valeur pour chaque pays : non pas celle d'un levier pour déplacer les États nucléaires, mais celle d'un bouclier pour se prémunir contre les risques et les coûts des courses aux armements régionales.

La proposition visant à écarter une prorogation indéfinie est particulièrement dangereuse parce qu'elle est si tentatrice et si fautive à la fois. Le Traité ne spécifie que trois options — seulement trois : la prorogation indéfinie, la prorogation pour une durée déterminée, ou la prorogation pour des durées déterminées. Toute option autre que la première risque de compromettre le Traité, soit du fait de l'incertitude juridique que supposent les prorogations partielles, soit en exigeant l'impossibilité pratique d'un amendement immédiat ou éventuel. Ceux qui ont inventé des scénarios pour contourner cette vérité de base n'ont pas réussi à prouver que la prorogation permanente peut être retardée sans pour cela risquer d'être reportée aux calendes grecques.

Une autre critique qui a souvent été formulée à l'égard du TNP est que certains États n'y ont pas adhéré. Que les choses soient parfaitement claires : les États-Unis sont fermement en faveur d'une adhésion universelle, mais élargir la perspective que le TNP puisse révéler des défaillances à un certain moment rend moins vraisemblable — et non pas l'inverse — que des États comme Israël, l'Inde et le Pakistan finissent par y adhérer. Les meilleures chances d'obtenir finalement leur adhésion reposent sur un Traité fort qui soit partie intégrante, de façon permanente, du système de sécurité international.

La véritable question ici n'est pas de savoir si le TNP peut résoudre chaque problème en soi, mais de savoir si le monde est plus riche avec ou sans lui. Personne ne peut prédire avec certitude ce que sera un monde sans TNP, mais chacun de nous doit réfléchir concrètement sur les pressions de prolifération massive qui pourraient tragiquement être libérées si le Traité venait un jour à expiration.

Les Japonais ont un dicton : «Le clou qui ressort sera enfoncé.» Tous les États ont ressenti la force de marteau du TNP à l'encontre de la prolifération nucléaire, mais dans un

monde sans Traité, les États pourraient éviter de se démarquer non pas en résistant aux pressions qui s'exercent en faveur des armes nucléaires, mais en y succombant.

En juin 1946, lorsque l'Organisation des Nations Unies et l'âge nucléaire n'en étaient qu'à leurs balbutiements, Bernard Baruch s'est adressé aux Nations Unies en termes énergiques, «Nous sommes ici pour faire un choix entre les vivants et les morts.» La route qui fut alors suivie a mené à une course aux armements qui a duré près de cinq décennies.

Au cours de la guerre froide, les États-Unis et l'Union soviétique ont accumulé une quantité énorme d'armes nucléaires concentrant à cette fin talents et ressources, mettant en péril la santé humaine et l'environnement, et faisant du risque de catastrophe nucléaire un compagnon de tous les jours. Aujourd'hui, enfin, nous nous éloignons du précipice. Et nous implorons les États Membres, de manière pressante et sur la base de notre propre expérience : ne gravissez pas à nouveau cette montagne; ses crevasses sont traîtresses, les avalanches sont un risque permanent, le voyage épuisera votre temps et vos ressources. Les deux États qui ont passé le plus de temps en haute altitude reviennent sur terre avec empressement et soulagement.

L'administration Clinton est attachée à la cause de la limitation des armements, de la non-prolifération et du désarmement. Nous réaliserons un traité complet d'interdiction des essais nucléaires. L'unique question est de savoir : quand? Et «au plus tôt» est une bien meilleure réponse que «plus tard». L'année 1995 est notre seule chance réaliste de rendre le TNP permanent. Aujourd'hui, spécialement, alors que les arsenaux des superpuissances diminuent et que les perspectives d'un traité complet d'interdiction des essais nucléaires s'améliorent — les plus grandes puissances nucléaires étant finalement en mesure de réduire la place des armes nucléaires dans la planification de leur défense — ce n'est pas le moment de renoncer à l'accord qui nous permet de contourner la course aux armements.

La décision que nous devons prendre est aussi fondamentale qu'en 1946. Mais pour pouvoir choisir avec sagesse entre les vivants et les morts, nous devons être vigilants. Il faut porter la prorogation du TNP au premier plan, car c'est la place qu'elle mérite : au-dessus des problèmes de politique internationale coutumiers, au-dessus des intrigues et du maquignonnage. L'histoire nous jugera sévèrement si nous nous trompons dans la mise en place de la sécurité de nos enfants.

Nous devons reconnaître que, dans six mois à peine, nous passerons, ensemble, au vote sur la question la plus fatidique, prise en soi, pour la paix mondiale pour le restant de ce siècle et pour les années à venir.

Si nous savons être à la hauteur des véritables enjeux, je sais que nous prendrons la bonne décision, que nous préserverons cet accord indispensable pour toutes les nations, pour tous les peuples, et à jamais.

**Le Président** (*interprétation de l'espagnol*) : Je remercie le Directeur de l'United States Arms Control and Disarmament Agency pour le document qu'il a mis à la disposition de la Commission. La Commission l'examinera avec toute l'attention requise.

**M. Tanaka** (Japon) (*interprétation de l'anglais*) : Monsieur le Président, qu'il me soit d'abord permis, au nom de la délégation japonaise, de vous adresser mes plus cordiales félicitations à l'occasion de votre accession à la présidence de la Première Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, à sa quarante-neuvième session. Vous pouvez être assuré de toute la coopération de ma délégation dans les efforts que vous déploierez pour mener à bien les travaux de la Première Commission.

Je viens d'apprendre qu'ont abouti hier soir, à Genève, les négociations entre les États-Unis et la République populaire démocratique de Corée sur la question nucléaire, négociations auxquelles on a mis provisoirement fin. Le Japon se félicite sincèrement de cet accord qui offre la base d'une solution à la question fondée sur le dialogue et les consultations.

Le maintien de la paix et de la sécurité internationales est le premier sujet de préoccupation des Nations Unies. Comme le Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères du Japon, M. Yohei Kono, l'a affirmé dans sa déclaration à l'Assemblée générale le 27 septembre, le Japon attache la plus grande importance au désarmement et à la non-prolifération. Le Japon, seul pays victime d'une attaque nucléaire, respecte strictement les trois principes qui sont de ne pas fabriquer, de ne pas posséder et de ne pas permettre l'entrée sur son territoire d'armes nucléaires d'aucun type. Il est fermement attaché à l'objectif ultime de l'élimination de toutes les armes nucléaires. Dans le même temps, le Japon appuie la prolongation illimitée du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et demande à tous les États qui n'y ont pas encore adhéré de le faire dès que possible.

Dans le rapport d'évaluation de la situation nucléaire, récemment publié par le Département de la défense, les États-Unis indiquent que, après que le Traité START II aura été ratifié, et si la tendance favorable dans leurs relations avec les États nouvellement indépendants qui faisaient anciennement partie de l'Union soviétique se poursuit, ils oeuvreront à de nouvelles réductions de leur arsenal nucléaire stratégique. Devant l'Assemblée générale le 26 septembre, le Président Clinton a déclaré que les États-Unis et la Fédération de Russie coopéraient à ce sujet, et il a ajouté :

«Et nous travaillons sur des accords pour mettre fin à la production de matières fissiles destinées à la fabrication d'explosifs nucléaires; pour rendre la destruction des ogives nucléaires transparente et irréversible; et pour continuer à réduire nos armes nucléaires et leurs vecteurs.» (*Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, Séances plénières, 4e séance, p. 8*)

Dans l'allocution qu'il a prononcée le même jour à l'Assemblée générale, le Président Eltsine a déclaré :

«Nous devrions ... réfléchir à d'autres mesures visant à limiter les armes stratégiques nucléaires russes et américaines.» (*Ibid., 5e séance, p. 4*)

Nous nous félicitons vivement de ces déclarations, car elles indiquent que la tendance à la poursuite du désarmement nucléaire reste forte.

S'agissant des négociations relatives à un traité d'interdiction complète des essais nucléaires, qui se tiennent dans le cadre de la Conférence du désarmement, à Genève, un texte évolutif a déjà été élaboré et les négociations vont reprendre immédiatement après la fin des travaux de la Première Commission. Le Japon espère que des progrès importants seront réalisés sur les questions techniques d'ici à la fin de cette année et que, sur la base de ces progrès, des négociations à participation non limitée sur les questions politiques fondamentales pourront être largement achevées au début de la session de la Conférence du désarmement de l'année prochaine de sorte qu'avant la tenue de la Conférence de prolongation du Traité sur la non-prolifération, nous soyons certains qu'un traité d'interdiction complète des essais pourra être conclu. Comme le Ministre des affaires étrangères Kono l'a proposé dans sa déclaration à l'Assemblée générale, une fois achevées les négociations portant sur le traité, une cérémonie de signature par les chefs d'État ou

de gouvernement pourrait avoir lieu au Japon, par exemple dans la ville d'Hiroshima. L'occasion pourrait être envisagée comme un nouveau point de départ pour l'élimination à jamais des armes nucléaires.

Le Japon attache une extrême importance à l'interdiction de la production de matières fissiles pour la fabrication d'explosifs — ce qu'on appelle le traité de réduction. En effet, le Japon considère que le traité de réduction doit être une mesure mondiale de désarmement nucléaire tout aussi importante que le traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Nous sommes donc encouragés de voir qu'un accord de principe a été réalisé pour commencer les négociations sur cette initiative importante au sein de la Conférence du désarmement. Le Japon espère que l'Ambassadeur Shannon, du Canada, en sa qualité de Coordonnateur spécial chargé de la question du traité de réduction, parviendra à réaliser un accord sur le mandat de négociation et que les négociations pourront, en fait, commencer sans retard.

La stabilité de la communauté internationale exige que des assurances de sécurité appropriées soient données aux États non dotés d'armes nucléaires. Le Japon se félicite donc que les États dotés d'armes nucléaires examinent sérieusement cette question, et nous espérons que leurs efforts aboutiront à des mesures concrètes.

Comme je l'ai fait remarquer, de nombreuses initiatives importantes ont été prises dans le domaine de la non-prolifération et du désarmement nucléaires, ce qui favorise un environnement politique plus favorable à la Conférence de prolongation du Traité, prévue pour avril 1995. Diverses questions relatives à la prorogation du Traité ont été sérieusement examinées et des progrès ont été réalisés à la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence de 1995 sur le Traité, tenue à Genève à la mi-septembre. Il est toutefois décevant qu'un accord complet ne soit pas intervenu, par exemple, sur les questions d'organisation de la quatrième session du Comité préparatoire. Le Japon souhaiterait demander à l'Ambassadeur Ayewah, Président du Comité préparatoire à sa troisième session, de mener d'autres consultations intenses sur les questions d'organisation en suspens de sorte que les procédures soient en place pour veiller à ce que la prorogation du Traité sur la non-prolifération se fasse sans heurts.

Je trouve extrêmement regrettable que, le 7 octobre, la Chine ait encore une fois procédé à un essai nucléaire. L'action de la Chine est particulièrement décourageante à ce stade où les autres États dotés d'armes nucléaires respectent le moratoire sur les essais nucléaires dans le cadre de leurs efforts de non-prolifération et de désarmement nucléaires et

au moment où tous les États non dotés d'armes nucléaires déploient également de sérieux efforts pour atteindre cet objectif. Le fait de procéder à un essai nucléaire en ce moment bat en brèche ces efforts internationaux, et le Japon lance un appel à la Chine pour qu'elle s'abstienne de procéder à de nouveaux essais.

Pendant la seconde moitié du mois dernier, une conférence spéciale a eu lieu sur les armes chimiques, qui entrent dans une catégorie d'armes de destruction massive. Le Japon se félicite de l'accord conclu à la conférence portant création d'un groupe spécial chargé de veiller au respect de la Convention sur les armes biologiques et d'élaborer un instrument ayant force obligatoire. En outre, le Japon espère que la Convention sur les armes chimiques entrera en vigueur le plus vite possible et oeuvre énergiquement à sa ratification.

Nous nous félicitons des progrès réalisés dans le cadre de ces efforts internationaux en vue de l'élimination et de la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive.

Nous continuons d'être témoins des souffrances causées par les armes classiques dans les conflits qui se poursuivent dans diverses parties du monde. Le transfert non réglementé et l'accumulation excessive d'armes classiques déstabilisent les régions intéressées et intensifient le caractère destructeur des guerres civiles. Pour sa part, le Japon se conforme strictement à sa politique qui consiste à ne pas exporter d'armements. Comme le Vice-Ministre parlementaire aux affaires étrangères Yanagisawa l'a soutenu dans sa déclaration à la Conférence du désarmement, le 1er septembre, le Japon considère essentiel pour la paix et la stabilité mondiales que les principaux pays producteurs d'armes limitent leurs exportations d'armements afin de ne pas aggraver l'instabilité régionale. En outre, la question des mines terrestres antipersonnel devrait être sérieusement examinée, aussi bien en tant que problème de désarmement que question humanitaire. Le Japon entend participer activement aux travaux d'examen de la Convention sur les armes conventionnelles visant à resserrer les mesures de contrôle concernant l'utilisation et la disponibilité de mines terrestres.

La promotion de mesures de transparence dans le domaine des armements est également un aspect extrêmement important de la limitation des armes et du désarmement classiques. Le Registre des armes classiques des Nations Unies, qui a été établi en 1992 à l'initiative du Japon et de pays européens, avait reçu, au 29 septembre dernier, l'adhésion de 82 pays. Je trouve particulièrement

réjouissant de constater que plusieurs pays importants de la région de l'Asie et du Pacifique ont décidé cette année d'adhérer au Registre. Le Japon est convaincu que les débats menés au sein de la Conférence du désarmement, par le Groupe d'experts gouvernementaux des Nations Unies et au sein d'instances régionales telles que celles de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), s'avéreront utiles au renforcement et à l'élargissement du Registre. Nous espérons ainsi que le Groupe d'experts gouvernementaux des Nations Unies se réunira à nouveau, au plus tard en 1996, pour examiner la question d'un élargissement accru du Registre.

Le Japon a entrepris de promouvoir la compréhension internationale sur la transparence en matière d'armements, par exemple en accueillant conjointement avec l'ONU des séminaires. De plus, je crois que les centres régionaux de désarmement des Nations Unies auront un rôle plus important à jouer pour accentuer la transparence dans le domaine des armes classiques et favoriser le contrôle des armements au plan régional. Le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement dans l'Asie et le Pacifique, en particulier, a été très actif dans la mise en oeuvre de divers programmes. Le Japon espère que le Secrétariat de l'ONU prendra des mesures, y compris en ce qui a trait au financement et au personnel, propices à l'accroissement des activités des centres régionaux de désarmement des Nations Unies. Conformément à la pratique annuelle qu'il a inaugurée en 1989, le Japon a accueilli cette année une conférence des Nations Unies sur le désarmement à Hiroshima, et a l'intention d'en accueillir une autre à Nagasaki en 1995, année du cinquantième anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale.

L'an prochain, qui marquera également le cinquantième anniversaire de la fondation de l'ONU et le vingt-cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), diverses réunions sur le désarmement auront lieu. La Conférence d'examen et de prorogation du TNP n'en est qu'un exemple important parmi d'autres. En cette période de l'après-guerre froide, alors que des efforts sont déployés pour établir un nouvel ordre mondial fondé sur le dialogue et la coopération, le Japon est résolu à jouer un rôle positif dans la réalisation de nouveaux progrès en matière de contrôle des armements, de désarmement et de non-prolifération. Il est à la fois stimulé et encouragé dans ses démarches par le fait de savoir que l'appui public international au désarmement prend régulièrement et sûrement de l'ampleur.

**M. Guillen Salas** (Pérou) (*interprétation de l'espagnol*) : Il m'est très agréable de vous féliciter, Monsieur le

Président, pour votre élection au poste de Président de la Commission et de féliciter les membres du Bureau de même que votre prédécesseur. Ma délégation est pleinement convaincue que, grâce à votre expérience et à la coopération de toutes les délégations, les travaux qui ont été entamés permettront d'atteindre les objectifs que nous désirons tous réaliser pour chacune des questions qu'examinera la Première Commission cette année.

Les dépenses militaires mondiales continuent de diminuer régulièrement depuis 1987. Il s'agit là d'une tendance encourageante. Toutefois, les réductions initiales sont généralement les plus faciles à réaliser, et il est clair qu'il reste encore beaucoup de chemin à parcourir. Une telle tendance à la baisse reflète aussi les progrès accomplis dans la mise en oeuvre des programmes d'ajustement structurel dans les pays en développement et les États d'Europe orientale, ainsi que l'existence de pressions budgétaires constantes et généralisées. On estime que les réductions s'élèvent jusqu'à maintenant à environ 935 milliards de dollars, et les prévisions pour les cinq prochaines années font état d'une somme additionnelle de 460 milliards de dollars.

Assaillis au plan intérieur par de nombreux et complexes problèmes sociaux et économiques liés au développement, les pays en voie de développement ont un besoin urgent que se réalise le désarmement. Bien que certaines régions aient fait dans ce domaine des progrès inférieurs à ceux accomplis dans d'autres régions, la situation générale est très encourageante, surtout si l'on évoque les dépenses excessives du passé. Toutefois, en dépit des importants progrès obtenus, il n'existe pas encore de manifestations visibles de liens entre le désarmement et le développement. Par contre, le lien entre l'armement et le sous-développement est plus évident à l'heure actuelle.

À notre avis, la question prioritaire à ce sujet devrait être celle d'une réglementation internationale efficace du commerce des armes. Le Registre des armes classiques des Nations Unies représente un pas initial positif sur cette voie, mais il pourrait être élargi pour inclure également les données sur l'inventaire actuel des armes ainsi que sur leur production et leur acquisition au plan local. Le Registre pourrait aussi comprendre certaines catégories importantes d'armes afin de refléter adéquatement les intérêts de sécurité spécifiques à chaque région.

En ce qui concerne cette question, on ne peut fermer les yeux sur le fait que les membres permanents du Conseil de sécurité continuent d'être responsables de la plus grande partie des exportations d'armes classiques vers les pays en



développement. En outre, ils poursuivent le développement de programmes militaires définis dans les années 70 et 80. Cela reflète d'une certaine façon le rôle influent de résistance au changement qu'exercent les milieux militaires. De plus, la conversion de l'industrie militaire s'avère être un processus plus complexe et plus coûteux que ce qui avait initialement été prévu.

Nous reconnaissons l'importance décisive du désarmement régional classique pour la paix et la stabilité mondiales et pour le soutien aux efforts actuellement déployés en faveur du développement et de la restructuration économique. La suppression d'une source d'antagonisme en a mis en relief beaucoup d'autres. Le désarmement n'est pas survenu automatiquement après la fin de la guerre froide, ce qui a déçu les grands espoirs prématurés qu'elle avait suscités. Par contre, l'accumulation excessive d'armes classiques est en voie de créer un facteur d'instabilité régionale. Il est urgent et maintenant politiquement possible que les négociations sur le désarmement acquièrent une dimension véritablement multilatérale et associent effectivement les pays en voie de développement au processus de désarmement et à l'édification de nouveaux systèmes régionaux de sécurité. À cette fin, les organisations régionales devraient s'associer à ce processus et renforcer leur coopération avec l'ONU. Par ailleurs, les Centres régionaux des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement sont également appelés à jouer un rôle constructif à cet égard. En ce sens, ils doivent mettre à jour leurs tâches principales et mettre de l'avant la promotion de nouveaux accords sur la sécurité, en liaison avec les besoins énoncés dans l'«Agenda pour la paix». Les Centres sont aussi appelés à envisager de nouvelles structures sur la sécurité régionale et à indiquer des priorités spécifiques relatives au désarmement au plan régional, ouvrant ainsi la voie à l'intégration de l'«Agenda pour la paix» et de l'«Agenda pour le développement».

Le risque, aujourd'hui réduit mais toujours présent, d'une catastrophe nucléaire met en évidence l'intérêt pratique que revêt un dispositif central de prévention de la prolifération. Ce dispositif est le Traité sur la non-prolifération nucléaire. Aussi pensons-nous que, au moment de la décision cruciale à prendre au sujet de sa prorogation indéfinie à partir de 1995, des progrès devront aussi avoir été faits sur des questions importantes liées à ce sujet, telles que la réduction et la destruction définitive des armes nucléaires existantes, l'interdiction de tous les essais et de la production de matières fissiles, et la mise au point de garanties de sécurité effectives pour tous les États non dotés d'armes nucléaires. Les progrès effectués dans ce domaine sont encourageants, mais limités et irréguliers. Toutefois,

d'éventuels accords multilatéraux sur cette question semblent, maintenant plus que jamais, être à portée de la main. Le transfert non discriminatoire de technologie nucléaire à des fins pacifiques est une question de la plus grande importance et dépend d'une détermination et d'une volonté politiques renouvelées.

Nous pensons que les puissances nucléaires devraient s'abstenir de procéder à des essais nucléaires pendant ces négociations, et qu'elles devraient également incorporer dans les accords bilatéraux existants des mesures permettant la destruction des armes nucléaires qu'elles sont en train d'éliminer de leurs arsenaux.

Dans ce contexte, je voudrais informer la Commission que, conjointement avec le secrétariat technique provisoire du Comité préparatoire de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques de La Haye, le Gouvernement péruvien a organisé le deuxième Séminaire régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes sur l'application au niveau national de la Convention sur les armes chimiques, réunion qui a eu lieu à Lima du 1er au 3 septembre de cette année.

Les opérations de maintien de la paix des Nations Unies nécessitent une réforme urgente. La prolifération croissante de conflits à l'intérieur des frontières nationales semble être le trait caractéristique des préoccupations actuelles qui concernent la paix et la sécurité. Fréquemment, des déséquilibres sociaux et économiques prolongés semblent être à l'origine des conflits ethniques, religieux et intercommunautaires. Ni les opérations de paix traditionnelles, ni les grandes opérations militaires ne semblent être la réponse adéquate, étant donné la nature des demandes croissantes d'opérations de maintien de la paix des Nations Unies dans le monde. Il semble nécessaire d'établir un mécanisme spécial qui pourrait prendre la forme d'une force policière des Nations Unies légèrement armée. Le caractère non militaire d'une force comme celle-là la rendrait plus acceptable aux parties, ce qui, finalement, permettrait d'avancer sur d'autres questions complexes, généralement associées aux opérations de maintien de la paix, telles que l'unité de commandement, le processus de prise de décisions et la réactivation souhaitable du Comité d'état-major des Nations Unies, entre autres. Ce mécanisme mettrait également les États Membres en mesure de fournir des effectifs policiers nationaux, permettant ainsi d'élargir l'appui aux opérations de maintien de la paix prudemment utilisées et menées comme il se doit.

Enfin, au même titre que les questions que j'ai déjà mentionnées au cours des sessions de la Première Commission, nous estimons également que l'assistance au déminage

et le moratoire sur les exportations de mines antipersonnel est une question prioritaire, et qu'il serait ainsi possible de faciliter l'application immédiate des résolutions 48/7 et 48/75, respectivement, qui ont été adoptées l'année dernière sur cette question.

**M. Westdal** (Canada) (*interprétation de l'anglais*) : Monsieur le Président, permettez-moi d'abord de vous présenter mes félicitations pour votre élection à la présidence de notre commission. Votre grande expérience diplomatique et universitaire ne pourra que faciliter nos délibérations et vous permettre de vous acquitter des imposantes responsabilités qui vous ont été confiées. Vous pouvez compter sur mon appui personnel et celui de ma délégation.

Le moment d'agir est venu. Mon intervention d'aujourd'hui ainsi que l'attitude de la délégation canadienne tout au long de nos travaux seront animées de cette conviction.

Nous n'avons que faire de nouvelles déclarations d'intention. Ce qu'il faut plutôt, c'est la volonté politique de prendre des décisions qui feront avancer l'agenda du contrôle des armements et du désarmement à l'allure et dans la direction exigées par les impératifs du prochain siècle et d'une manière répondant aux attentes du public. Nous n'avons pas encore pleinement exploité les nouvelles possibilités de progrès. Nous devons agir maintenant si nous ne voulons pas freiner le mouvement, dont la lancée est le résultat de plusieurs décennies de travail incessant.

Nous célébrerons bientôt le cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies. Le Canada est fermement résolu à voir l'ONU raffermie dans tous ses aspects. Le travail de la Première Commission doit devenir partie intégrante de ce processus de raffermissement.

Comme le Conseil de sécurité l'a affirmé lors de son Sommet en 1992, et comme le Secrétaire général l'a répété hier, la non-prolifération est un élément vital de la sécurité internationale. Par ailleurs, le contrôle des armements et le désarmement sont des composantes essentielles de la diplomatie préventive. Les processus qui s'y rattachent favorisent la confiance; ils sont conçus pour intégrer la transparence, le dialogue et la consultation à des domaines et des questions habituellement marqués par le secret, non seulement entre les gouvernements, mais aussi à l'intérieur de ceux-ci.

De plus, les techniques et mécanismes qui font maintenant partie des régimes de vérification efficaces rattachés aux accords multilatéraux de contrôle des armements et de désarmement sont les véritables outils de la prévention des

conflits : alerte rapide, établissement des faits, évaluation objective des données, inspection sur place, mécanismes consultatifs pour soulever et résoudre les questions et les différends. L'expérience acquise dans le domaine du contrôle des armements a amplifié la gamme des moyens pouvant appuyer les efforts diplomatiques. Un grand nombre de ces techniques étaient controversées et innovatrices. Elles nous ont fait franchir le seuil de l'inconnu.

Nous devons aussi aller au-delà du connu. Nous devons consolider les gains importants réalisés dans le domaine du contrôle des armements et du désarmement et nous garder d'adopter des attitudes pouvant faire obstacle à de réels progrès.

Nous espérons faire avancer tous les points importants de notre ordre du jour, car nous croyons que cela est possible.

Premièrement, il nous incombe de bien préparer le terrain pour que réussissent le réexamen et la reconduction indéfinie du Traité sur la non-prolifération. Le TNP est le principal pilier de la non-prolifération. Il a été efficace. Il a créé un contexte de valeurs et de principes qui ont empêché la prolifération d'armes nucléaires et facilité la mise au point de programmes nucléaires pacifiques et le transfert de matériel et de technologies à des fins pacifiques. Le Traité exige de nous que nous poursuivions l'objectif à long terme d'un désarmement général et complet. C'est vraiment un traité extraordinaire, que le Canada souhaite voir prolongé indéfiniment. Il s'agit également d'un instrument qui justifie une adhésion universelle, et c'est pourquoi nous demandons à tous ceux qui ne l'ont pas encore fait de le signer.

Deuxièmement, nous devons donner une nouvelle impulsion aux négociations relatives au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (CTBT) afin de mettre un terme à tous les essais nucléaires, partout et à tout jamais. Il y a quelques années, la notion d'interdiction complète n'était qu'un rêve. Maintenant, elle est presque une réalité. Les négociations se poursuivent, mais nous voulons en accélérer le rythme. Nous n'avons aucune raison de traîner, mais au contraire toutes les raisons du monde d'avancer résolument. Le travail accompli entre les sessions doit nous aider à atteindre le but que nous visons tous : l'adoption du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires le plus tôt possible.

Troisièmement, l'interdiction de produire des matières fissiles à des fins d'armement fait partie du possible. La Première Commission devrait affirmer d'une seule voix la volonté de toutes les nations réunies ici de mettre fin à la

production de matières fissiles à des fins d'armement. L'année dernière, le Canada a parrainé une résolution adoptée par consensus à la Première Commission, et par la suite, notre ambassadeur à la Conférence du désarmement, M. Gerald Shannon, a été nommé coordonnateur spécial chargé de définir un mandat de négociation.

Nous avons fait des progrès. On s'entend pour dire que la Conférence du désarmement est la tribune qui convient aux négociations et, en principe, qu'il faudrait établir un comité spécial. Il semble cependant qu'il soit difficile de faire l'unanimité sur un mandat de négociation. Le Canada suggère une approche pragmatique et constructive. Il est certain que les difficiles questions de fond devraient être discutées dans le cadre des négociations elles-mêmes. Les solutions ne peuvent faire partie du mandat. Les négociations devant commencer, pourquoi ne les fonderions-nous pas sur le consensus que nous avons exprimé l'an dernier? Nous devons adresser à la Conférence du désarmement — et encore mieux au monde entier — un message exempt de toute ambiguïté : la production de matières fissiles à des fins d'armement doit cesser.

Quatrièmement, il faut mettre un terme à l'emploi aveugle et abusif de mines terrestres antipersonnel. Il y a encore quelque 100 millions de mines terrestres au Cambodge, en Afghanistan, au Koweït, en Amérique centrale et dans d'autres régions touchées par la guerre. Les blessures de la guerre ne peuvent se cicatriser lorsque les mines terrestres font de nombreuses victimes chaque semaine, longtemps après la fin des hostilités.

La Convention sur certaines armes conventionnelles est l'instrument le plus efficace dont nous disposons, et nous aurons l'occasion de l'étayer au cours de la conférence d'examen de l'an prochain. Le Canada désire élargir la portée de cette convention et inclure les conflits internes dans le Protocole II. Nous voulons en outre mettre au point des mécanismes rendant la vérification efficace.

La dimension humanitaire de cette question est claire et contraignante. Notre débat doit préparer le terrain en vue de renforcer véritablement la Convention sur certaines armes conventionnelles.

Cinquièmement, ne perdons pas de vue l'importance de la réalisation, l'an dernier, après des décennies de négociations, de la Convention sur les armes chimiques. Le Canada a l'intention de coparrainer une résolution claire et concise dont le message ne saurait être plus direct : nous vivrons dans un monde meilleur lorsque la Convention sur les armes chimiques (CAC) sera universellement acceptée

et lorsque les armes chimiques seront éliminées des inventaires et des doctrines. Nous rechercherons le soutien de toutes les délégations pour dégager un consensus sur ce projet de résolution.

Sixièmement, nous avons réalisé de véritables progrès le mois dernier lors de la Conférence des États parties à la Convention sur les armes biologiques et à toxines (CABT), obtenant le mandat de préparer un instrument juridiquement exécutoire visant à favoriser et à démontrer l'observation de la Convention. Le Canada est très désireux de participer à cet effort. Il n'y a pas de place dans le monde pour les armes biologiques. Nous souhaitons que la Première Commission tente d'accélérer les travaux de sorte qu'un instrument juridique puisse être présenté à la Quatrième Conférence d'examen qui aura lieu en 1996.

Septièmement, la fonction de la science et de la technologie dans le contexte de la sécurité internationale est une question qui intéresse particulièrement le Canada depuis longtemps. Il y a cependant de profondes différences d'opinion à cet égard entre les États, surtout en ce qui concerne le transfert de la technologie à double usage. Du point de vue du Canada, la solution doit tenir compte de deux éléments, à savoir le fait que les pays ont besoin de technologie pour leur développement, et la nécessité de garantir que cette technologie ne sera utilisée qu'à des fins pacifiques.

Au cours des quelques dernières années, le Canada et le Brésil ont travaillé d'arrache-pied pour obtenir un consensus sur ce sujet vital. Nous y avons presque réussi l'année dernière à la Commission du désarmement. Nous entendons reprendre ce travail. La question est trop importante, et trop prometteuse, pour être tenue à l'écart de notre ordre du jour. Le Canada et le Brésil présenteront une résolution reconnaissant les progrès réalisés à la Commission du désarmement, réaffirmant l'importance de la question et demandant instamment que l'on s'emploie sans relâche à atteindre le consensus final.

Dans sa déclaration devant l'Assemblée générale le 29 septembre, le Ministre des affaires étrangères du Canada a souligné le fait qu'il incombe à chaque gouvernement de contrôler les armes conventionnelles. Nous avons établi au sein de l'ONU un mécanisme favorisant la transparence et l'accroissement de la confiance afin de créer un cadre dans lequel les gouvernements pourraient assumer cette responsabilité : il s'agit du Registre des armes conventionnelles. Nous voulons que la portée et la force du Registre soient accrues, et nous voulons que le Groupe d'experts reprenne son travail à cette fin. Nous prions les autres pays de se

joindre à nous afin de verser au Registre les données relatives aux actifs militaires et aux achats provenant de sources nationales.

Nous sommes préoccupés par la possibilité d'un relâchement de la volonté politique d'agir face au problème des armes classiques, de leur transfert et de la constitution d'arsenaux excessifs. Compte tenu des guerres menées avec de telles armes qui font rage présentement dans le monde ainsi que des énormes sommes d'argent affectées à des dépenses militaires, nous estimons que le Registre devrait susciter davantage d'intérêt politique et d'appui pratique.

*(L'orateur poursuit en français)*

Avant de terminer, j'aimerais mentionner le Groupe d'experts chargé d'examiner le rôle des Nations Unies dans le domaine de la vérification établi l'an dernier et présidé par mon prédécesseur. Selon le point de vue du Canada, l'expérience de la vérification acquise depuis la conclusion de la première étude de l'ONU à ce sujet en 1990 a révélé qu'il y a là un domaine potentiel important où pourrait s'exercer efficacement l'influence de l'Organisation.

Nous espérons que tous les États membres finiront par voir cette étude dans le contexte plus vaste des efforts consentis pour appuyer la capacité de l'ONU de traiter des questions de paix et de sécurité internationales dans la période de l'après-guerre froide, et de relever ainsi les défis soulignés par le Secrétaire général dans ses rapports intitulés «Agenda pour la paix» et «Dimensions nouvelles».

*(L'orateur reprend en anglais)*

Dans ce contexte plus large, nous devons reconnaître la contribution vitale des organisations régionales à la sécurité internationale. Le Canada travaille de près avec l'Organisation des États américains (OEA), le Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) et d'autres organismes pour faciliter la réalisation de nos objectifs en matière de non-prolifération, de contrôle des armements et de désarmement.

Nos priorités et objectifs sur le plan du contrôle des armements et du désarmement n'ont pas vraiment changé au cours des 20 dernières années. Ce qui a changé, c'est que nos objectifs sont maintenant réalisables.

Il nous faut agir résolument maintenant et ici. Nous ne devrions pas tolérer les excuses, l'inaction ou les moyens dilatoires. La reconduction indéfinie du TNP, un traité d'interdiction totale des essais nucléaires, une convention interdisant la production de matières fissiles, des régimes raffermis au sujet des armes chimiques et biologiques : ces réalisations, ainsi que d'autres, sont toutes à notre portée. Nous pouvons donner le signal du mouvement. Avec cet objectif en tête, ma délégation se réjouit à la perspective de travailler avec les autres délégations et avec vous, Monsieur le Président, au cours des prochaines semaines.

**M. Ponce** (Équateur) (*interprétation de l'espagnol*) :

Les nouvelles espérances et les exigences croissantes auxquelles les Nations Unies ont à faire face depuis la fin de la guerre froide ont amené une multiplication des travaux de l'Organisation dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales, comme en témoigne le dynamisme croissant du Conseil de sécurité. Les incertitudes provoquées par l'apparition de nouveaux foyers de conflit entre États et la prolifération d'actions internationales motivées par des situations particulières à l'intérieur des États font qu'il est nécessaire d'adapter l'Organisation pour lui permettre de relever ces nouveaux défis.

Les effets déstabilisants de situations économiques défavorables et les tensions sociales qui s'ensuivent alimentent l'intolérance nationaliste et religieuse ainsi que la xénophobie et mènent à l'apparition ou à la résurgence de controverses complexes. C'est pourquoi le débat de l'Assemblée générale sur un «Agenda pour la paix» a été suivi de la discussion d'un Agenda pour le développement, ce qui est une reconnaissance du fait qu'une action internationale doit être orientée en même temps dans les deux directions, car c'est la seule manière de parvenir à la paix et la sécurité internationales.

L'Organisation doit contribuer, par l'institution de mesures concrètes, à combler les besoins de base de l'humanité et à mettre en place une gamme de procédures efficaces en vue de régler les différends en réaffirmant le principe de sécurité collective. Le succès des négociations dans le but d'atteindre ces objectifs sur une base juridique claire et universelle déterminera l'avantage que nous pouvons acquérir en saisissant l'occasion unique offerte par la fin de l'affrontement entre les blocs idéologiques.

Une évolution positive a eu lieu dans le domaine du désarmement et du contrôle des armes. Dans le domaine du désarmement nucléaire, et en tant qu'importante contribution en faveur de l'objectif final d'élimination totale de telles armes, l'Équateur salue l'ouverture de négociations à

la Conférence du désarmement sur un traité d'interdiction complète des essais nucléaires. La prompte conclusion d'un tel traité, en même temps que le succès des négociations sur l'interdiction de matières fissiles et sur l'octroi de garanties positives aux États non nucléaires non seulement seraient elles-mêmes des mesures d'une portée considérable, mais aideraient aussi à créer un climat favorable aux travaux de la Conférence des parties chargée de l'examen et de la prorogation du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) en 1995.

Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) s'est avéré un instrument particulièrement pertinent pour le contrôle de la dissémination de telles armes. La délégation de l'Équateur estime qu'à la Conférence de 1995 des mesures devraient être convenues pour l'améliorer, afin qu'il acquière définitivement une validité universelle. Pour éviter qu'une prorogation indéfinie ne soit paradoxalement un moyen de retarder les progrès d'un désarmement général et complet — outre l'importance des négociations sur les essais, les matières fissiles et les garanties, que j'ai déjà mentionnées — il est important, au titre de l'article VI du Traité, que les puissances nucléaires s'entendent sur des programmes précis pour l'élimination complète de leurs armes nucléaires.

Le Gouvernement équatorien a chaleureusement accueilli les décisions annoncées par les Gouvernements de l'Argentine, du Brésil, de Cuba, du Chili et de Sainte-Lucie d'accéder au Traité de Tlatelolco et est heureux de constater que l'initiative à long terme prise dans notre région de favoriser le désarmement et la paix et la sécurité internationales s'est concrétisée avec succès par la création de la première zone exempte d'armes nucléaires.

Mon gouvernement a envoyé au Congrès la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction pour ratification, et nous attachons la plus haute importance à sa prompte entrée en vigueur, non seulement en raison des effets néfastes de telles armes mais aussi à cause de la valeur que le Traité accorde au processus d'élimination des armes de destruction massive doté d'un mécanisme universel de vérification.

Nous saluons les progrès réalisés à la Conférence du désarmement sur un certain nombre des points de son ordre du jour, même si nous déplorons qu'il n'ait pas été possible d'arriver à un accord sur la question de son expansion éventuelle. Les tâches urgentes et importantes confiées à la Conférence retiendraient davantage l'attention pertinente si elles étaient rendues plus représentatives par une expansion

géographiquement équitable de ses membres, conformément à la croissance de notre organisation. À cet égard, l'Équateur estime que les nouveaux membres ne doivent pas être admis sur la base de critères sélectifs d'une transparence douteuse, et c'est pourquoi il appuie l'idée avancée hier par le porte-parole de l'Union européenne :

«... la solution la plus pratique serait d'admettre sans délai tous les pays qui en ont fait la demande à ce jour.» (*Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, Première Commission, 3e séance, p. 13*)

La dernière session de la Commission du désarmement a une fois encore été affectée par une mauvaise utilisation du consensus, nouvelle incarnation du veto, qui a rendu impossible de faire apparaître dans le rapport les progrès sensibles réalisés au titre du point de l'ordre du jour intitulé «Rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale, du désarmement et des domaines connexes». Ma délégation est convaincue que cette commission reprendra les précieux résultats issus de ces efforts pour favoriser l'adoption de lignes directrices internationales dans ce domaine, seule façon de satisfaire aux exigences du droit au développement tout en protégeant la paix et la sécurité internationales et en empêchant que les transferts de technologie ayant des applications militaires ne soient contrôlés par des pratiques sélectives qui n'ont pas été négociées sur une base mondiale.

Le travail effectué conformément au mandat de cette commission sur le point de l'ordre du jour «Relation entre le désarmement et le développement» devient particulièrement pertinent maintenant que l'«Agenda pour le développement» est en cours d'élaboration. La question du dividende de paix, qui a fait partie des discussions sur cet «Agenda», dont l'élaboration et la mise en oeuvre offrent l'occasion pour le Centre pour les affaires de désarmement et l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) d'apporter de nouvelles contributions, bénéficie de l'appui de ma délégation.

Bien que le point de l'ordre du jour intitulé «Assistance au déminage» ait été alloué aux séances plénières, je tiens à dire que mon gouvernement appuie la création d'un fonds pour le financement des activités coopératives destinées à résoudre les problèmes tragiques causés par plus de 100 millions de mines qui sont dispersées autour du monde. Mon gouvernement appuie l'initiative des pays andins, présentée par la Bolivie dans le document A/49/357/Add.1, pour que ce fonds soit financé par les ressources fournies par les exportateurs de mines et par des contributions

volontaires pour qu'au moins une petite partie des ressources dérivées du commerce de ces engins soit affectée aux programmes conçus pour atténuer leurs effets désastreux.

**M. Keating** (Nouvelle-Zélande) (*interprétation de l'anglais*) : Ma délégation s'associe aux autres, Monsieur le Président, pour vous féliciter de votre élection.

Nous nous réunissons aujourd'hui au cours d'une des époques les plus importantes de l'histoire des relations internationales. La fin de la guerre froide a favorisé la confiance entre les grandes puissances, ce qui a amélioré le climat des négociations de désarmement et a eu pour résultat de faire faire à la communauté mondiale des progrès sur une gamme de questions dont certaines attendaient depuis longtemps que des mesures soient prises à leur sujet. Mais, sur un plan plus large, il y a eu une augmentation tragique des conflits et de l'insécurité sur le plan régional, ce qui montre tout le chemin qu'il nous reste à faire, en particulier dans le domaine des armes classiques.

Je me pencherai d'abord sur le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Le TNP a apporté une contribution remarquable à la sécurité mondiale. Il n'est pas parfait, mais aucun autre traité ne réunit 165 pays dans la double poursuite de la non-prolifération et du désarmement nucléaire. Aucun autre traité ne fournit un cadre accepté pour la sécurité à l'ère nucléaire. C'est pourquoi mon gouvernement appuie fermement l'extension indéfinie du Traité.

Les préparatifs pour l'examen du TNP à la Conférence de l'année prochaine et la prise d'une décision sur son extension occupent une part de plus en plus grande de l'ordre du jour du désarmement. L'occasion s'offre à nous de réaliser des progrès dans les six prochains mois sur les questions de fond qui découlent du Traité. Si nous la saisissons, nous pourrions créer un climat particulièrement favorable à la prise de décisions sur l'avenir du Traité.

L'annonce faite récemment par le Président Clinton et le Président Yeltsin d'un échéancier accéléré pour la mise en oeuvre des Traités START I et START II est précisément le fruit d'une telle occasion. Nous les en félicitons. En devenant parties au TNP, tous les États dotés d'armes nucléaires ont pour obligation d'effectuer en permanence des progrès vers un désarmement nucléaire complet. Des mesures à cette fin instaurent un climat de confiance et, ce faisant, renforcent la norme de non-prolifération établie par le Traité.

Deuxièmement, en ce qui concerne les essais nucléaires, une négociation multilatérale est enfin en cours sur l'interdiction définitive de tous les essais nucléaires. C'est là un objectif qui a pendant longtemps été en tête de l'ordre du jour de la Nouvelle-Zélande en matière de désarmement. Je veux rendre hommage au Président de cette négociation, l'Ambassadeur Miguel Marín Bosch, du Mexique, et aux pays participants qui ont apporté une contribution positive au texte évolutif.

Mais ce n'est pas le moment de se reposer sur les progrès accomplis à ce jour. La communauté internationale a de grandes attentes. La Commission doit, selon nous, poursuivre ses travaux, sur la base de la résolution fructueuse adoptée l'année dernière, en demandant instamment — et unanimement, nous l'espérons — que des progrès soient rapidement réalisés dans le domaine de la Conférence. Nous pensons que l'Assemblée générale devrait être prête à adopter le texte dès qu'il sera complété, — avant la cinquantième session, espérons-le.

Un traité d'interdiction complète des essais nucléaires constituera un jalon important sur la voie de l'instauration d'une situation permettant d'envisager des négociations pour une élimination totale des armes nucléaires. En attendant, nous apprécions vivement la retenue dont ont fait preuve la plupart des États dotés d'armes nucléaires à l'égard des essais nucléaires. En revanche, la poursuite par la Chine de ses essais est source de préoccupation et de déception pour le Gouvernement néo-zélandais.

Même si l'on est entré dans le vif du sujet dans les négociations concernant le traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires, l'examen d'autres questions importantes découlant du TNP — telles les assurances en matière de sécurité et les mesures de contrôle des matières fissiles à usage d'armement — ne saurait être plus longtemps différé.

Selon la Nouvelle-Zélande, les États dotés d'armes nucléaires doivent prendre des mesures pour accroître la confiance parmi les États non dotés de telles armes et qui sont attachés à la cause de la non-prolifération. À cette fin, nous préconisons la négociation d'assurances de sécurité commune devant servir de base à un instrument international juridiquement contraignant. Nous avons été particulièrement heureux d'entendre le Secrétaire général souscrire à cette idée dans la déclaration qu'il a faite hier devant la Commission. Il s'agit là d'une question à propos de laquelle des progrès pourraient et devraient être faits sans tarder.

Nous ne devrions pas davantage reporter les négociations relatives à l'interdiction de la production de matiè-

res fissiles à usage d'armement, objectif qui, à la dernière session, avait obtenu l'aval unanime de l'Assemblée générale. Nous assurons le Coordonnateur spécial de la Conférence du désarmement de notre plein appui dans sa tâche pour parvenir à un accord sur un mandat permettant l'ouverture des négociations.

Une dernière précision doit être apportée au sujet des armes nucléaires. Nous pensons que toutes les parties au TNP doivent jouer leur rôle si nous voulons être bien préparés pour la Conférence de 1995. Il est fondamental de veiller à l'application de ce traité pour en assurer la crédibilité. Cependant, dans un passé récent, l'Iraq et la République populaire démocratique de Corée ont défié, de façon tout à fait inacceptable, le régime du TNP, projetant ainsi une vaste ombre sur la sécurité respectivement du Moyen-Orient et de l'Asie du Nord-Est.

Ces problèmes sont, espérons-le, désormais dépassés, car des faits nouveaux positifs sont à enregistrer dans d'autres parties du monde. La récente intention annoncée par Cuba de ratifier le Traité de Tlatelolco signifie que cet instrument entrera prochainement en vigueur dans toute la région de l'Amérique latine. Nous nous en félicitons; de même nous apprécions le fait que le traité faisant de l'Afrique une zone exempte d'armes nucléaires sera adopté dans la première moitié de 1995. Ainsi, avec la zone exempte d'armes nucléaires du Pacifique Sud et la zone couverte par le Traité de l'Antarctique, l'espace géographique où les armes nucléaires sont désormais interdites est très vaste.

En poursuivant de nouveaux objectifs de désarmement et de contrôle des armements, nous ne devons pas négliger la nécessité de renforcer et d'assurer la mise en application effective des instruments dont nous disposons déjà. Des conventions traitant des armes de destruction massive doivent pouvoir résister à la menace permanente de la prolifération. Cela s'applique au TNP comme à la Convention sur les armes biologiques et à toxines et au résultat positif le plus récent de nos négociations : la Convention sur les armes chimiques.

Lors d'une session extraordinaire, la Conférence des États parties à la Convention sur les armes biologiques et à toxines a récemment décidé d'entamer, en janvier, un processus à l'effet de renforcer sa capacité de vérifier l'interdiction concernant la mise au point, la production et le stockage de telles armes. La Nouvelle-Zélande souhaite que ce processus s'inspire des travaux du Groupe spécial d'experts gouvernementaux chargé de la vérification (VEREX) en vue de préparer un instrument juridiquement

contraignant qui pourrait être présenté à la Conférence d'examen prévue pour 1996.

Les travaux qui se poursuivent actuellement à La Haye pour la préparation de l'entrée en vigueur de la Convention sur les armes chimiques sont tout aussi importants. Un texte de loi permettant à la Nouvelle-Zélande de ratifier ce traité est en préparation.

Si importants que soient ces efforts multilatéraux, l'action efficace de lutte contre la prolifération doit commencer au niveau national. La mise en oeuvre des engagements de non-prolifération doit s'appliquer à nos frontières et, selon nous, inclure des dispositions relatives aux licences d'exportation, de façon à assurer que le commerce puisse se poursuivre sans compromettre les objectifs des traités pertinents visant le contrôle des armements.

Les menaces perçues au niveau régional sous-tendent nombre de problèmes complexes et tenaces qui figurent à l'ordre du jour du désarmement et du contrôle des armements. Dans le cadre du TNP et même de la Convention sur les armes biologiques et à toxines, la suspicion mutuelle reste l'une des raisons pour lesquelles ces traités ne bénéficient pas encore d'une adhésion universelle. C'est une réalité dont il faut tenir compte.

Dans ce contexte, la Nouvelle-Zélande est heureuse de participer à certaines initiatives prises dans la région de l'Asie et du Pacifique pour examiner, au niveau régional, les nouvelles réalités de la situation du point de vue sécuritaire. En juillet dernier, le Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est s'est réuni pour la première fois à Bangkok. Une telle assemblée n'avait pas eu de précédent; 18 pays de l'Asie et du Pacifique se sont retrouvés pour la première fois au niveau officiel pour échanger leurs vues sur la question de la sécurité dans la région.

À ce stade, le Forum n'a pas les moyens de résoudre les problèmes de la région en matière de sécurité, mais il peut très certainement contribuer à créer les conditions nécessaires pour éviter la tension grâce à des mesures de confiance et au recours à la diplomatie préventive.

Je voudrais parler maintenant des armes classiques. Ces armes sont différentes des armes de destruction massive en ce sens que leur légitimité est plus largement reconnue. Mais cette «légitimité» a fait couler beaucoup de sang et a conduit à gaspiller bien des trésors. Selon une récente étude de la Banque mondiale, 19 millions de personnes ont péri dans des guerres internationales ou civiles depuis 1945, —

depuis la création de l'Organisation. La majorité des victimes étaient des civils.

Le niveau des armes classiques, dans la plupart des régions du monde, est extraordinairement élevé et, selon toute évaluation rationnelle, dépasse de loin ce qui serait nécessaire pour répondre à des besoins légitimes de sécurité. Ces niveaux sont tels que les stocks eux-mêmes peuvent être source de tension et d'insécurité. C'est pourquoi les mesures d'instauration de la confiance sont très importantes.

Notre travail en ce domaine doit être pratique. Pour cette raison, la Nouvelle-Zélande a, d'emblée, accordé un ferme appui au Registre des armes classiques des Nations Unies. Ce Registre offre la possibilité de réduire les perceptions de menaces en instaurant une plus grande transparence en matière de transferts d'armements. La Nouvelle-Zélande pense que la priorité des priorités du Registre doit être de consolider ce que nous avons déjà réalisé et d'obtenir une participation aussi large que possible. Nous sommes en faveur de l'élargissement du Registre pour y inclure la production et les stocks ainsi que les transferts d'armes. Nous pensons que les divergences existant sur la question de savoir comment cet instrument pourrait être développé seront aplanies grâce aux prochains travaux d'un groupe d'experts gouvernementaux et au sein de la Conférence du désarmement.

À sa session de l'année dernière, l'Assemblée générale a pu constater un intérêt accru pour un contrôle plus rigoureux des mines terrestres antipersonnel. L'objectif de la Nouvelle-Zélande concernant un réexamen de la Convention sur les armes inhumaines est de parvenir à un régime plus strict des contrôles de l'utilisation et du transfert de mines, assorti de dispositions efficaces de vérification. En outre, étant donné la fréquence avec laquelle les parties aux conflits armés non internationaux ont recours à l'usage de mines, il est essentiel que la Convention révisée englobe de telles situations.

Cela dit, nous nous félicitons également des propositions auxquelles il pourrait être donné suite en dehors du régime de la Convention sur les armes inhumaines en vue de l'adoption de mesures intérimaires rapides. De telles mesures devraient bien sûr être conformes à la Convention, la compléter et éviter les doubles emplois.

Pour terminer, je voudrais parler de la décision unanime prise par l'Assemblée générale à sa quarante-huitième session de demander instamment à la Conférence du désarmement de parvenir rapidement à un consensus sur l'aug-

mentation du nombre de ses membres d'ici le commencement de la session de 1994 de la Conférence. En vain. Et cette année, aucun progrès n'a été fait non plus dans ce sens, comme il ressort du propre rapport de la Conférence à la Commission.

Devant cette impasse, nous pensons que le moment est venu pour l'Assemblée générale d'intervenir. La composition de la Conférence, telle qu'elle est constituée actuellement, convenait à une époque révolue; il est donc indispensable de trouver une solution qui réponde aux besoins du monde d'aujourd'hui en matière de désarmement et de limitation des armements. S'agissant d'un organe de négociation tel que la Conférence, tous les points de vue devraient être reflétés dans sa composition. Nous espérons pouvoir compter sur l'appui de l'ensemble des membres de la Première Commission.

**M. Yarka** (Papouasie-Nouvelle-Guinée) (*interprétation de l'anglais*) : Monsieur le Président, j'aimerais, au nom de ma délégation, vous féliciter de votre élection à la présidence de cette très importante Commission. Nos félicitations s'adressent également aux autres membres du Bureau. Permettez-moi également d'exprimer, par votre intermédiaire, notre sincère gratitude à l'Ambassadeur Adolf von Wagner, de l'Allemagne, qui a dirigé avec diligence les travaux de la Commission pendant la quarante-huitième session de l'Assemblée générale. Je tiens par ailleurs à vous assurer du plein appui et de l'entière coopération de la délégation de la Papouasie-Nouvelle-Guinée dans l'exercice de vos importantes fonctions.

La fin de la guerre froide a considérablement réduit la tension dans le monde et créé, pour l'Organisation, de nouvelles possibilités de promouvoir et renforcer un développement positif et constructif de manière à assurer la paix et la sécurité à long terme. À notre avis, cela n'a cependant pas encore amené la paix et la sécurité globales que nous espérons, en dépit de certains faits nouveaux positifs enregistrés dans diverses parties du monde. Le monde semble être entraîné jour après jour dans un schéma de conflit régional, de lutte ethnique et de violence interne qui tend à s'élargir. Alors que nous approchons du cinquantième anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies, nous devons réexaminer nos réalisations et nos échecs dans ce domaine important et souligner l'importance qu'il y a à répondre aux défis auxquels nous sommes tous confrontés.

La délégation de la Papouasie-Nouvelle-Guinée appuie l'idée, déjà exprimée en d'autres occasions, selon laquelle les travaux de la Première Commission doivent être ratio-



nalises et son ordre du jour réformé. Nous sommes également d'avis qu'il est indispensable que les résolutions adoptées par la Commission évoluent vers l'adoption de normes juridiques contraignantes qui renforceront efficacement la paix et la sécurité internationales.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée est entièrement attachée à la cause de la promotion et du maintien de la paix et de la sécurité régionales et internationales. Nous travaillons donc étroitement avec nos voisins, notamment les pays du Pacifique Sud et les États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) afin de mettre en place tous ensemble des mécanismes qui renforceront l'action régionale et globale, y compris toutes les autres mesures de confiance.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée est signataire du Traité d'amitié et de coopération de l'ANASE, dont les buts et principes ont été approuvés par la quarante-septième session de l'Assemblée générale. Nous pensons que la reconnaissance internationale du Traité d'amitié et de coopération est d'une grande importance car elle donnera du poids au Traité en tant que base d'un ordre régional pacifique, non seulement pour l'Asie du Sud-Est mais pour l'ensemble de la région de l'Asie et du Pacifique. Le Traité est aussi un exemple de la manière dont les pays d'une région donnée peuvent contribuer, de concert avec l'Organisation des Nations Unies, au maintien de la paix et de la sécurité internationales, conformément à la Charte des Nations Unies.

Toujours dans la région du Pacifique, les gouvernements de cette région ont collectivement mis en place un certain nombre d'arrangements qui renforcent encore les efforts faits aux plans régional et international en vue de promouvoir et de renforcer la paix et la sécurité. Le Traité sur la zone dénucléarisée du Pacifique Sud (Traité de Rarotonga), par exemple, est un succès important des efforts visant à promouvoir la paix et la sécurité régionales et internationales. Ce traité est né de la nécessité et de la volonté des pays de la région de protéger leur environnement de la menace extérieure des armes et de la guerre nucléaires. Nous tenons à rappeler l'importance que revêt l'adhésion, par tous les États dotés d'armes nucléaires, aux protocoles pertinents du Traité de Rarotonga en tant que preuve que ces États sont sincèrement attachés à la réalisation des objectifs globaux du régime de désarmement. Cela aurait de plus pour effet d'encourager les autres à en faire autant et de démontrer la signification du Traité.

Nous pensons également que la création de zones exemptes d'armes nucléaires contribuerait au renforcement

de la sécurité et à la stabilité partout dans le monde. À cet égard, nous nous félicitons de l'intention de Cuba d'adhérer au Traité de Tlatelolco ainsi que des efforts des pays africains en vue de créer une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique.

Le récent Forum du Pacifique Sud qui s'est tenu à Brisbane, en Australie, a réaffirmé entre autres son appui à la négociation d'une convention portant sur l'interdiction de l'importation dans les pays insulaires du Forum de déchets dangereux, le contrôle des mouvements transfrontières et la gestion de ces déchets dans la région du Pacifique Sud, et s'est félicité des progrès réalisés à cet égard. Cette idée a été lancée par la Papouasie-Nouvelle-Guinée et on prévoit que la Convention entre en vigueur d'ici à 1995. Nous serions reconnaissants à la communauté internationale, notamment les États dotés d'armes nucléaires, de promouvoir cet arrangement.

Nous nous félicitons de l'augmentation continue du nombre des États qui adhèrent au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et nous espérons que la Conférence d'examen de 1995 permettra d'aboutir à un compromis fiable garantissant que les buts et principes du TNP et ceux de la communauté internationale seront reflétés et traités de façon appropriée.

Ma délégation estime que la prolifération nucléaire est l'une des pires menaces à la paix et à la sécurité internationales et que, par conséquent, le désarmement nucléaire et la non-prolifération des armes nucléaires constituent l'un des défis les plus importants auxquels tous les États Membres des Nations Unies doivent continuer d'accorder leur attention et de s'efforcer de vaincre. C'est pourquoi le renforcement du TNP et du système de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique représente la pierre angulaire du régime global de non-prolifération nucléaire.

Nous notons avec plaisir qu'avec l'adhésion de la Chine et de la France au TNP, tous les membres permanents du Conseil de sécurité ont souscrit à ce traité, contribuant ainsi à se rapprocher davantage de l'universalité du Traité. Il est donc impératif que les États qui n'ont pas encore adhéré au TNP envisagent sérieusement de le faire.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée est également fermement d'avis que la mesure la plus importante qu'il reste encore à prendre dans le domaine du désarmement nucléaire est la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Nous pensons que la plus haute priorité

devrait être conférée à cette mesure pour assurer la réalisation des objectifs globaux de désarmement nucléaire.

Ma délégation pense en outre qu'une interdiction complète des essais nucléaires est indispensable si l'on veut empêcher la prolifération horizontale et verticale des armes nucléaires. On reconnaît maintenant de plus la nécessité d'une restriction de la mise au point d'armes nucléaires nouvelles et plus puissantes. En outre, on se rend de plus en plus compte que la cessation des essais d'armes nucléaires contribuerait à la non-prolifération ainsi qu'à la réalisation des objectifs en matière d'environnement, répondant ainsi aux considérations exprimées à cet égard. Ma délégation appuie pleinement les négociations en cours qui, nous en sommes certains, seront couronnées de succès.

Le maintien et le renforcement de la sécurité internationale exigent de chaque État qu'il contribue aux mesures de limitation des armements et de désarmement et qu'il adopte une attitude responsable dans la gestion des affaires internationales.

Les États doivent faire preuve de respect à l'égard de la paix et de la sécurité internationales en adoptant des mesures appropriées de maîtrise des armements, de réduction des armements et d'accroissement de la confiance, y compris vis-à-vis des engagements internationaux sur les mesures convenues de désarmement nucléaire.

La délégation de la Papouasie-Nouvelle-Guinée est convaincue que, dans le nouveau climat politique qui prévaut actuellement, tous les pays doivent assumer la responsabilité de réaliser l'objectif d'un accroissement de la sécurité internationale au niveau le plus bas possible d'armements et de forces militaires; en particulier, les États dotés des plus grands arsenaux nucléaires peuvent contribuer au désarmement nucléaire.

Enfin, nous pensons qu'à long terme, la démocratie et le développement sont deux facteurs importants dans le règlement de situations dangereuses dans des régions et des pays où la primauté du droit laisse à désirer et où persistent d'énormes déséquilibres sociaux et économiques. La nécessité de promouvoir un ordre international juste et équitable jouerait sans conteste le rôle de catalyseur dans l'instauration d'une paix et d'une sécurité durables.

L'Organisation des Nations Unies doit par conséquent jouer un rôle prépondérant en garantissant la réalisation des objectifs de la Charte, en particulier l'instauration d'une paix et d'une sécurité durables dans chaque partie de notre village mondial.

**M. Blomberg** (Finlande) (*interprétation de l'anglais*) : Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter, Monsieur le Président, de votre élection à la présidence de cette importante commission. Je tiens à vous assurer de tout l'appui de ma délégation dans l'exercice de vos fonctions.

Je dirai pour commencer que la Finlande souscrit aux positions exprimées dans la déclaration faite hier dans ce débat par le représentant de l'Allemagne au nom de l'Union européenne.

Avec la disparition de l'affrontement de la guerre froide, l'accent actuellement mis sur la maîtrise des armements et le désarmement repose de plus en plus sur la non-prolifération et sur les mesures propices à la prévention des conflits, à la gestion et au rétablissement de la paix après les conflits. Traiter de l'excès des capacités militaires accumulées durant les années de la guerre froide représente toujours un formidable défi.

En même temps, la situation internationale de l'après-guerre froide offre une occasion unique de régler certaines questions depuis longtemps à l'ordre du jour international, en particulier la question qui concerne un traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

La Finlande souhaite également que les États-Unis et la Russie poursuivent le désarmement nucléaire dans le contexte du processus START. Tous les États dotés d'armes nucléaires devront, tôt ou tard, s'associer au processus de désarmement nucléaire. Naturellement, nous pensons que le plus tôt sera le mieux.

Les traités de maîtrise des armements et l'objectif d'une adhésion universelle à ces traités revêtent de plus en plus d'importance. Il en va de même en ce qui concerne la nécessité d'insister sur le respect des engagements pris et sur une vérification efficace du respect de ces engagements. Je songe à ce propos au fait que la République populaire démocratique de Corée ne respecte pas les obligations auxquelles elle a souscrites.

Les accords internationaux de maîtrise des armements et de désarmement instituent des règles de comportement responsable. Il est capital pour la sécurité de tous les États Membres que l'Organisation des Nations Unies agisse conformément à la Charte face à des graves violations d'accords multilatéraux de désarmement.

Outre un cadre acceptable offert par des accords de maîtrise des armements, la sécurité coopérative exige des mesures propres à accroître la confiance entre les États et,

dans le contexte régional, à réduire les conflits découlant d'une mauvaise information ou d'une erreur d'appréciation. En outre, la sécurité coopérative bénéficie à l'évidence d'une ouverture et d'une transparence accrues dans le domaine militaire, aux niveaux régional et mondial.

Les millions de mines disséminées dans les régions en conflit du monde constituent un problème particulièrement préoccupant. La communauté internationale doit contribuer au déminage de ces champs de la mort. Elle doit également prévenir l'utilisation aveugle et irresponsable future des mines terrestres antipersonnel. La façon la plus efficace d'y parvenir consiste à renforcer le Protocole II de la Convention de 1980 sur l'emploi de certaines armes classiques.

D'une manière ou d'une autre, ces questions figureront à l'ordre du jour de la Commission. Nous reviendrons de manière plus approfondie, le moment venu, sur ces questions et d'autres dans le cadre des discussions pertinentes.

En 1992, le Conseil de sécurité a déclaré, à l'unanimité et au plus haut niveau politique, que la prolifération des armes de destruction massive constituait une menace pour la paix et la sécurité internationales.

Comme l'a fait observer le Ministre des affaires étrangères de mon pays, M. Haavisto, lorsqu'il a pris la parole devant l'Assemblée générale il y a trois semaines, le Conseil de sécurité

«soulignait ainsi la norme fondamentale initialement définie par le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) il y a 25 ans. L'adhésion presque universelle au TNP montre que le monde partage maintenant un intérêt commun dans le maintien du Traité.» (*Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, Séances plénières, 4e séance, p. 21*)

À l'instar de nombreux autres États parties, la Finlande estime que l'existence du TNP doit être garantie au moyen de sa prorogation indéfinie et inconditionnelle l'an prochain.

Les préparatifs de la Conférence de 1995 sur le TNP sont entrés dans leur dernière phase. Des progrès significatifs ont été réalisés, mais il reste encore à résoudre des questions fondamentales touchant la procédure. La quatrième et dernière session du Comité préparatoire qui se tiendra en janvier prochain devra se mettre d'accord sur les questions en suspens. Comme ce fut le cas lors de sessions précédentes, et peut-être plus que jamais, le Président de la quatrième session devra préparer le terrain bien à l'avance.

Le Groupe occidental sur le TNP a proposé la candidature d'un représentant de mon pays, l'Ambassadeur Patokallio, pour la présidence de la quatrième session. Celui-ci bénéficie d'un large appui parmi les États parties. Nous espérons que sa candidature recevra très bientôt l'aval des États parties.

La Finlande se félicite des progrès sensibles réalisés depuis janvier dernier dans le cadre des négociations portant sur un traité d'interdiction totale des essais nucléaires. Les négociations menées jusqu'ici ont mis en relief la complexité de la tâche, notamment en ce qui concerne la vérification efficace d'un futur traité. Mais il apparaît également clairement que cette complexité peut être surmontée. La Finlande contribue à ces négociations en faisant partager ses connaissances scientifiques et techniques en matière de vérification sismique et non sismique.

Nous appelons de nos vœux la conclusion rapide d'un traité qui mettrait fin à tous les essais nucléaires dans tous les milieux et pour toujours. Il est grand temps que nous y parvenions.

Les moratoires existants sur les essais nucléaires offrent un contexte important pour les négociations de Genève. C'est donc avec un profond regret que mon gouvernement a appris que, pour la deuxième fois cette année, la Chine a procédé à un essai nucléaire. Nous prions une fois encore instamment la Chine de s'abstenir de tout nouvel essai et de s'associer aux autres États dotés d'armes nucléaires dans ce moratoire.

Un traité interdisant la production de matières fissiles entrant dans la fabrication d'armes nucléaires, ce qu'on appelle le traité de «coupure», constituerait une autre percée en matière de désarmement nucléaire. Nous regrettons que la Conférence du désarmement n'ait pas été en mesure de convenir d'un mandat pour ces négociations de «coupure» et de répondre ainsi aux attentes énoncées dans la résolution 48/75 L.

Dans son rapport sur les travaux de l'Organisation, le Secrétaire général souligne le fait que

«malgré les menaces répétées contre la paix et la sécurité internationales dans diverses parties du monde, la coopération en matière de désarmement s'est non seulement poursuivie, mais a été considérablement renforcée, grâce à des initiatives et des actions concertées des États Membres.» (*A/49/I, par. 740*)

La Finlande partage tout à fait cette évaluation. La Première Commission de l'Assemblée générale constitue pour tous les États Membres une instance permettant de

traiter des défis liés aux questions du désarmement multilatéral et de la maîtrise des armements. Pour sa part, la Finlande est disposée à coopérer avec l'ensemble des autres États Membres pour répondre à ce défi.

*La séance est levée à 12 h 10.*